

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44263 Nantes cedex 2

Nantes, le 25 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEXSTONE

146 quai Emile Cormerais
44800 Saint-Herblain

Référence : N1-2025-801-rapport
Code AIOT : 0006300031

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2025 dans l'établissement NEXSTONE implanté LD L ENNERIE 44320 CHAUVE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXSTONE
- LD L ENNERIE 44320 CHAUVE
- Code AIOT : 0006300031
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de l'Ennerie à Chauvé est une carrière de roche massive (gneiss) dont l'exploitation est autorisée jusqu'en 2038. Un changement d'exploitant a été acté par arrêté préfectoral du 22/06/2018.

L'arrêté complémentaire du 20/06/2017 autorise notamment le remblaiement partiel de la carrière avec des déchets inertes. L'arrêté préfectoral du 18/02/2025 modifie les conditions de remise en état, autorise le recyclage d'enrobés et réduit la production autorisée sur le site.

La production annuelle autorisée est de 150 000 tonnes en moyenne et de 200 000 tonnes au maximum.

Après extraction, les matériaux sont traités dans une installation de concassage mobile fonctionnant par campagnes de plusieurs mois.

Les quantités acceptées de déchets inertes extérieurs doivent être inférieures à 60 000 tonnes par an en moyenne et 100 000 tonnes par an au maximum. Le site est autorisé à recycler des enrobés et des bétons.

Lors de la visite, les installations suivantes ont été contrôlées :

- la zone d'extraction, depuis le haut des fronts, notamment au sud-est depuis le chemin d'exploitation extérieur au périmètre autorisé,
- la zone de remblaiement,
- la zone de stockage des bétons et enrobés en attente de recyclage et recyclés ainsi que la clôture au nord de cette zone,
- la zone où se trouvait l'ancienne butte de protection mise en remblai dans l'excavation,
- la zone du stock de matériaux 0/10 partiellement repris pour mise en remblai dans l'excavation,
- le bassin de décantation et le point de rejet des eaux d'exhaure au milieu naturel.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Bande de 10 mètres	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
2	Rubriques IOTA prélèvement	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R513-1-I	Demande de justificatif à l'exploitant	
4	Remblaiement – Quantité de déchets acceptés	Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article VIII.5.2	Demande d'action corrective	
7	Remblaiement - qualité des déchets acceptés	Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article VIII.5.2	Demande d'action corrective	
8	Remblaiement – Mise en œuvre des remblais	Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article VIII.5.6	Demande d'action corrective	
10	RNDTS	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43-1-II	Demande d'action corrective	
12	Surveillance des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article II.7	Demande d'action corrective	
16	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IV.7	Demande d'action corrective	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
17	Clôture	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.17	Demande d'action corrective	
20	Surveillance des fronts	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IX.2	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Phasage	Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article II.9	Sans objet
5	Remblaiement – Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Levée de mise en demeure
6	Remblaiement – Contrôle des apports	Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article VIII.5.4	Sans objet
9	Remblaiement – Registre de refus	Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article VIII.5.5	Sans objet
11	Remblaiement – Contrôle par un organisme tiers	Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article VIII.5.8	Sans objet
13	Surveillance des rejets d'eau – paramètres supplémentaires	Arrêté Préfectoral du 20/06/2017, article 3	Sans objet
14	Impact du remblaiement sur la qualité des eaux	Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article II.5	Sans objet
15	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article II.5	Sans objet
18	Émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article III.3	Sans objet
19	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la bande de sécurité de 10 mètres n'est pas respectée au sud-est de l'excavation, au droit du chemin d'exploitation qui longe le périmètre autorisé. Un arrêté de mise en demeure est proposé concernant ce constat.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les informations permettant de déterminer s'il est soumis, d'une part à une rubrique IOTA prélèvement et, d'autre part, à l'arrêté ministériel sécheresse.

Concernant l'acceptation de déchets inertes extérieurs sur le site, l'exploitant doit veiller à respecter chaque année les quantités maximales autorisées.

Il est demandé de considérer que les chantiers situés dans une grande ville et/ou une ville avec un important historique industriel sont potentiellement contaminés.

Il est demandé à l'exploitant d'être vigilant sur l'absence de végétaux dans les apport de déchets inertes sur le site.

Lorsque le nouveau registre dématérialisé remplaçant le RNDTS sera opérationnel, il est demandé à l'exploitant de transmettre la correction de la localisation des données antérieures.

L'exploitant doit mettre en place une traçabilité du contrôle de la stabilité des remblais.

Concernant le suivi des eaux, l'exploitant doit mettre en place un prélèvement sur 24 heures des eaux d'exhaure.

La fréquence des prélèvements au niveau du séparateur à hydrocarbures doit passer à une fréquence trimestrielle jusqu'au retour à la normale.

Concernant les nuisances sonores, suite aux dépassements des valeurs limites constatées, l'exploitant doit proposer des mesures permettant de revenir à une situation normale. Dans l'attente, il doit réaliser des campagnes de mesures trimestrielles. Des campagnes de mesures doivent être réalisées pendant la prochaine campagne de reprise du stock de 0/10 et lors de la prochaine campagne de concassage.

Plus généralement, en cas de constat de non-conformité sur un suivi environnemental, l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées et accompagner cette information de l'analyse des causes et des mesures prévues pour remédier au dépassement.

Il est demandé à l'exploitant de compléter la partie basse du portail située au sud-ouest du site pour empêcher le passage par en dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bande de 10 mètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des terrains
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la bande de terrain située entre l'excavation et la limite du périmètre autorisé présente une largeur inférieure à 10 mètres au niveau du sud-est de l'excavation, au droit d'un chemin d'exploitation extérieur au périmètre autorisé. Le plan d'exploitation, daté du 04/07/2024, montre que la bande de 10 mètres n'est pas conservée sur une longueur d'environ 300 mètres. Il a également été constaté qu'un éboulement avait eu lieu dans la zone. Cet éboulement a eu lieu

en octobre 2024 d'après l'information portée au registre de surveillance des fronts.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Il est demandé à l'exploitant de faire des propositions permettant de s'assurer, de manière pérenne, la maîtrise d'une bande de 10 mètres au-delà du bord de l'excavation.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser une étude géotechnique de la stabilité des fronts concernés pour préciser la façon dont ils évoluent dans le temps. En effet, l'étude de stabilité de 2022 indiquait que les fronts anciens étaient encore évolutifs.</p> <p>Compte tenu de l'évolution potentielle de ces fronts, l'exploitant devra justifier la distance nécessaire à maîtriser pour s'assurer du maintien d'une bande de 10 mètres au moins jusqu'à l'échéance de l'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 2 : Rubriques IOTA prélèvement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R513-1-I
Thème(s) : Situation administrative, Bénéfice d'antériorité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :</p> <p>1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ;</p> <p>2° L'emplacement de l'installation ;</p> <p>3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les eaux d'exhaure étaient pompées en fond de fouille et remontées vers un bassin de décantation situé sur la plate-forme au nord-est du site, à proximité du ruisseau qui traverse le site</p> <p>Il indique qu'il n'y a pas de compteur des eaux pompées ni de suivi du nombre d'heures de fonctionnement de la pompe.</p> <p>L'exploitant n'est donc pas en mesure d'évaluer les volumes pompés dans l'excavation.</p> <p>Il a par ailleurs produit une évaluation mensuelle des quantités d'eaux pluviales recueillies par l'excavation (l'année n'est pas précisée).</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de préciser si le site relève d'une rubrique IOTA relative aux prélèvements d'eau.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le compteur d'eau AEP était illisible.</p> <p>Il n'est pas en mesure de préciser s'il est soumis à l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement. Cet arrêté lui est applicable si le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes (totale des prélèvements d'eaux souterraines, eaux superficielles et eaux du réseau AEP).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les informations permettant de déterminer s'il est soumis, d'une part à une rubrique IOTA prélèvement et, d'autre part, à l'arrêté ministériel sécheresse.

Il est donc demandé de mettre en place un compteur permettant d'évaluer le volume de pompage d'exhaure et de remettre en état le compteur d'eau AEP.

Dans l'attente d'informations sur une année, il est demandé d'évaluer le volume des eaux souterraines prélevées en estimant la perméabilité de l'excavation.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de transmettre un schéma du circuit des eaux, représentant notamment les différentes circulations d'eau (y compris les eaux de ruissellement en dehors de l'excavation), les différents usages, les dispositifs de traitement des eaux (bassins de décantation, séparateurs à hydrocarbures ...) et leurs points de rejet.

L'exploitant doit quantifier les eaux prélevées ainsi que les eaux utilisées sur le site, en mettant en place des compteurs le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 3 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article II.9

Thème(s) : Autre, Phasage

Prescription contrôlée :

Le plan de la phase 4 est modifié par l'arrêté préfectoral du 18/02/2025

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le stock de matériaux 0/10 au nord du site avait été partiellement repris pour le remblaiement de l'excavation. La butte de protection située au sud du site a été déplacée dans l'excavation et utilisée en partie pour aplanir le terrain limitrophe à la butte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Remblaiement – Quantité de déchets acceptés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article VIII.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes

Prescription contrôlée :

La quantité acceptée de matériaux extérieurs inertes ne peut dépasser 60 000 tonnes par an en moyenne et 100 000 tonnes par an au maximum.

[note : Les limites d'acceptation étaient les mêmes dans l'arrêté préfectoral du 20/06/2017]

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, la déclaration GERE de l'exploitant a été contrôlée pour l'année 2024.

La déclaration indique une acceptation de 100 400 tonne pour le remblaiement et 14 000 tonnes

pour le recyclage. Au total, 114 400 tonnes de matériaux inertes extérieurs ont été acceptés en 2024, ce qui est supérieur à la quantité maximale de 100 000 tonnes par an pouvant être acceptée sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant l'acceptation de déchets inertes extérieurs sur le site, l'exploitant doit veiller à respecter chaque année la quantité maximale de 100 000 tonnes et, en moyenne, la quantité annuelle de 60 000 tonnes.

Ces quantités s'appliquent globalement aux déchets apportés pour le remblaiement et à ceux apportés en vue d'un recyclage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 5 : Remblaiement – Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1^{er} met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

Constats :

Par courrier du 10/10/2024, l'exploitant a transmis la procédure d'acceptation préalable constituée de :

- logigramme pour la validation des DAP en bascule,
- logigramme pour la validation des DAP en ligne,
- annexe « questions complémentaires » pour les DAP en ligne,

- mode opératoire pour l'utilisation de Géorisques

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le logigramme pour la validation des DAP en bascule était affiché à la bascule.

L'exploitant a indiqué que la validation des DAP en bascule n'était réalisée que pour les clients ne disposant pas de compte sur l'espace client en ligne (particuliers, artisans qui ne sont pas des clients réguliers). Les DAP sont alors complétés sous forme papier.

L'agente de bascule indique que cela représente 1 à 2 DAP par mois environ. Elle a fait la démonstration de la consultation de Géorisques et montré des DAP acceptés en bascule, comportant les informations complétées, notamment concernant le type de chantier de chantier et le risque hydrocarbures.

L'exploitant indique que l'outil de validation des DAP en ligne a évolué pour intégrer les questions relatives au type et à l'environnement

Préalablement à la visite d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre le registre des déchets acceptés sur le site. Lors de la visite, il a été demandé de consulter les analyses réalisées pour les apports d'enrobés d'un chantier. Il a été constaté que les analyses amiante et HAP ont été réalisées et sont conformes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de l'évolution de la procédure et des outils utilisés, il est proposé de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure, sur la partie portant sur la procédure d'acceptation préalable.

Il est néanmoins demandé à l'exploitant de transmettre des copies d'écran (ou un mode d'emploi) permettant de visualiser les vérifications réalisées dans l'outil internet de validation des DAP (informations sur le type de chantier de chantier et le risque hydrocarbures).

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant d'intégrer, dans les critères relatifs à une contamination potentielle, la localisation du site d'origine des déchets dans une grande ville et/ou une ville avec un important historique industriel (par exemple Saint-Nazaire, Montoir, ...). Pour ces chantiers, des analyses devront être réalisées afin de lever le doute d'une contamination.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Remblaiement – Contrôle des apports

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article VIII.5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes

Prescription contrôlée :

Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans la fouille. L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes :

- la vérification de la conformité du chargement avec le document préalable à l'entrée de l'installation ;
- la réalisation d'un premier contrôle visuel à l'entrée de l'installation afin de vérifier l'absence de

<p>déchet non autorisé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ; - la réalisation d'un deuxième contrôle visuel lors du déchargement du camion ; - la décision d'acceptation des déchets ou de refus en cas de présence de matériaux indésirables ; en cas de refus, l'exploitant fait recharger les matériaux indésirables dans le véhicule de livraison et l'indique sur le registre prévu à l'article VIII.5.5, - le départ du véhicule de transport des apports après acceptation des matériaux déchargés ou refus des matériaux non déchargés ou rechargés.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que l'agente de bascule réalisait le premier contrôle visuel à l'arrivée sur le site, à l'aide d'une caméra permettant de visualiser le dessus du camion.</p> <p>L'agente de bascule réalise également le deuxième contrôle visuel au déchargement à l'aide de deux caméras implantées sur la plate-forme de déchargement. Elle indique que, en cas de doute, elle demande au conducteur de la chargeuse d'aller réaliser un contrôle sur la plate-forme.</p> <p>L'agent de bascule a fait la démonstration lors de l'arrivée d'un chargement sur le site. Le tas déchargé a ensuite été contrôlé directement sur la plate-forme de déchargement. Le zoom et la qualité de l'image (contraste notamment) ont montré que le contrôle était cohérent avec celui réalisé directement sur la zone de déchargement, pour cet apport particulier.</p> <p>Il n'a pas été possible de réaliser la comparaison pour d'autres apports, compte tenu de la faible activité sur le site le jour de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est proposé de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/09/2024 sur la partie relative au deuxième contrôle visuel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Remblaiement - qualité des déchets acceptés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article VIII.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les seuls déchets externes admissibles sont les déchets inertes non pollués (en provenance des chantiers de terrassement, de déblais routiers et des déblais du BTP) suivants (en référence à l'article R. 541-7 du code de l'environnement) : [tableau]</p> <p>Tout autre déchet que ceux listés ci-avant sont interdits. Seuls les déchets ultimes, au sens de l'article L.541-2-1 du code de l'environnement, peuvent être utilisés pour le remblaiement des excavations. En particulier, les déchets ayant le code 17 01 01 et 17 03 02 sont utilisés uniquement pour le recyclage et ne concourent pas au remblaiement de la fosse. Seule la fraction non valorisable peut être mise en remblai.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, la zone de déchargement des déchets extérieurs a été contrôlée.</p> <p>Il a été constaté une très faible présence d'indésirables, à l'exception de végétation (herbes).</p> <p>En particulier, il a été constaté la présence d'un tas de végétaux que l'exploitant indique être issus</p>

<p>de travaux réalisés sur les merlons du site. Ce tas de végétaux a été retiré au cours de l'inspection.</p> <p>Il a été constaté également la présence de végétaux, notamment sur un tas apporté au cours de la visite d'inspection. Le contrôle du tas sur la plate-forme a montré que les quelques végétaux en surface étaient plus conséquents dans la partie non-visible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que les végétaux sont des matériaux non inertes et il lui est demandé d'être vigilant sur l'absence de végétaux dans les apports de déchets inertes sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 8 : Remblaiement – Mise en œuvre des remblais

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article VIII.5.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets inertes extérieurs sont déchargés sur une aire spécifiquement délimitée. Ils ne peuvent être traités au sein de l'installation de traitement de matériaux ou mis en remblai qu'après contrôle visuel ou le cas échéant une fois les résultats de la caractérisation obtenus.</p> <p>L'exploitant dispose d'une benne ou d'un espace affecté à la récupération des éléments indésirables découverts après le départ du véhicule de livraison. Ils sont évacués vers des installations dûment autorisées.</p> <p>Sans préjudice de la réglementation applicable à la protection des travailleurs, l'exploitant s'assure que les personnes présentes dans l'emprise de l'établissement se trouvent en dehors de secteurs susceptibles de mouvement de terrains. Une signalisation adaptée est mise en place ainsi qu'un dispositif interdisant l'accès.</p> <p>[...]</p> <p>Un contrôle régulier de la stabilité des remblais est réalisé, en particulier après des périodes de gel ou de fortes pluies ou d'un arrêt de travail prolongé. Une traçabilité de ce contrôle est mise en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence d'une zone dédiée au déchargement des bétons destinés au recyclage. Sur cette zone, les bétons sont déchargés en fonction de leur qualité. Le concassage des bétons est réalisé sur cette zone. Il n'y avait pas de campagne de recyclage le jour de l'inspection. L'exploitant a indiqué que la dernière campagne s'est déroulée en fin d'année 2024 et début d'année 2025.</p> <p>Le déchargement des matériaux destinés au remblaiement est réalisé sur une aire dédiée placée devant la zone à remblayer. L'aire est délimitée par des merlons laissant l'accès uniquement aux casiers en cours de remblaiement.</p> <p>Il a été constaté la présence de deux bennes destinées à la récupération des indésirables.</p> <p>L'exploitant a indiqué réaliser un contrôle régulier de la stabilité des remblais mais la traçabilité des</p>

contrôles n'est pas réalisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de mettre en place la traçabilité du contrôle de la stabilité des remblais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 9 : Remblaiement – Registre de refus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article VIII.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes
Prescription contrôlée :
L'exploitant tient à jour un registre des refus d'admission. Il y consigne, pour chaque chargement de déchets refusé, le motif de refus d'admission, la date et le nom du producteur du déchet. Le registre de refus est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats :
Lors de la visite, le registre de refus a été consulté. Il comporte le motif de refus d'admission, la date et le nom du producteur du déchet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Terres excavées
Prescription contrôlée :
II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.
Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.
Constats :

<p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le fichier transmis au RNDTS.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis le tableau justifiant de la déclaration des apports de terres au RNDTS.</p> <p>Cependant, ce tableau indique que l'installation de destination est le siège de la société à Mérignac.</p> <p>L'exploitant précise que, suite à la fusion du RNDTS avec Track déchets, des tests sont en cours et un correctif de son outil informatique est prévu. Il prévoit de transmettre les données postérieures à début mai d'ici la fin de l'année 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, lorsque son outil permettra la transmission des données relatives aux terres excavées, de réaliser la correction des données transmises antérieurement, afin que la localisation de la destination des remblais soit correcte.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 11 : Remblaiement – Contrôle par un organisme tiers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article VIII.5.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait procéder annuellement par un organisme tiers à un contrôle inopiné de la bonne application de la procédure d'acceptation préalable prévue par le présent arrêté et par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé sur les conditions d'admission des déchets inertes sur le site. Ce contrôle annuel comporte la réalisation de 3 prélèvements de matériaux parmi les matériaux acceptés sur le site pour le remblaiement. Ces matériaux font l'objet des analyses décrites à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p> <p>Les rapports de ces contrôles, comportant les résultats d'analyse, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont conservés pendant une durée minimale de 5 ans.</p> <p>Pour la réalisation de ce contrôle annuel inopiné, l'exploitant met en place une convention avec l'organisme tiers qu'il mandate à cet effet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les constats et préconisations suite à la visite d'audit réalisée par l'ENCEM le 28/11/2024. Cet audit a été réalisé par anticipation à l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/02/2025.</p> <p>Le support d'audit a été regardé par sondage. Il appelle les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'organisme a jugé acceptable la présence de retours de bétons liquides alors que ceux-ci ne peuvent pas être accueillis sur le site compte tenu de leur siccité, - le libellé de l'exigence relative aux possibilités de contamination des matériaux apportés se limite à la vérification de la consultation de Géorisques alors que d'autres critères doivent être vérifiés (voir la procédure d'acceptation des DAP), - acceptabilité des enrobés : le support d'audit fait référence au Pak Marker mais ce dispositif ne permet pas de vérifier que les enrobés respectent le seuil en HAP de l'arrêté du 12/12/2014 sur l'acceptation de déchets inertes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit procéder annuellement à ce contrôle par un organisme tiers. Ce contrôle doit comporter la réalisation de trois prélèvements des matériaux apportés sur le site. Les remarques formulées dans les constats doivent être transmises à l'organisme chargé du contrôle annuel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Surveillance des rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article II.7
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux issues du décanteur visé à l'Article II.4, les eaux de l'installation de lavage des véhicules et des engins et les autres eaux canalisées sont dirigées vers les bassins de décantation et ne peuvent être rejetées dans le ruisseau du Pin qu'après avoir subi une neutralisation et une décantation qui permet de respecter les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH entre 5,5 et 8,5 - température inférieure à 30° C - MEST < 35 mg/l (norme NFT 90 105) - DCO sur effluent non décanté < 125 mg/l (norme NFT 90 101) - Hydrocarbures < 10 mg/l (norme NFT 90 114) <p>Ces valeurs doivent être mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.</p> <p>Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>La modification de couleurs du milieu récepteur mesuré en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.[...]</p> <p>Les paramètres visés ci-dessus doivent être mesurés semestriellement par un laboratoire agréé pour ces analyses au niveau des points de rejet dans le ruisseau du Pin.</p> <p>La fréquence doit être trimestrielle si les valeurs fixées ci-dessus sont dépassées et jusqu'au retour à des valeurs conformes. En cas de dépassement, l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées et lui présenter les dispositions envisagées pour y remédier.</p> <p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les rapports des analyses réalisées le 15/04 et le 17/10/2024 par SGS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au point de rejet des eaux d'exhaure après décantation, - au point de rejet du séparateur à hydrocarbures, - dans le ruisseau, en amont et en aval du point de rejet après décantation. <p>Au niveau du point de rejet des eaux d'exhaure, les résultats montrent un dépassement pour le paramètre MES pour le prélèvement du 17/10/2024 : résultat de 58 mg/l. Il s'agissait d'un prélèvement instantané qui ne dépasse pas le double de la valeur limite. Il est donc considéré comme conforme.</p>

Les autres résultats sont conformes.

Cependant, il est constaté que les prélèvements des rejets d'exhaure n'ont pas été réalisés sur 24 heures.

Au niveau du point de rejet du séparateur à hydrocarbures, les prélèvements ont également été réalisés de façon ponctuelle, ce qui est acceptable pour ce type d'équipement. Dans les deux cas, il n'y avait pas de rejet et l'exploitant a arrosé l'aire pour simuler une pluie et provoquer un rejet.

Il est constaté un dépassement pour le paramètre MES en avril (41 mg/l, inférieur au double de la valeur limite) et octobre (314 mg/l). Le résultat d'octobre 2024 est non conforme. Les résultats pour les autres paramètres sont conformes.

L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées du dépassement de la valeur limite.

Pour remédier au dépassement, l'exploitant indique avoir organisé un nettoyage du séparateur à hydrocarbures. La consultation de TrackDéchets montre que le nettoyage a été réalisé le 08/01/2025 alors que le rapport d'analyses est daté du 12/11/2024, soit près de 2 mois après l'information sur le dépassement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place un prélèvement sur 24 heures pour le point de rejet des eaux d'exhaure.

En cas de dépassement d'une valeur limite, l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées et accompagner cette information de l'analyse des causes et des mesures prévues pour remédier au dépassement. La fréquence des prélèvements doit, dans ce cas, passer à une fréquence trimestrielle jusqu'au retour à la normale.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les rapports d'analyses pour les prélèvements réalisés au premier semestre 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 13 : Surveillance des rejets d'eau – paramètres supplémentaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2017, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Les paramètres suivants doivent être mesurés semestriellement par un laboratoire agréé pour ces analyses au niveau des points de rejet au milieu naturel : chlorures, sulfates, nitrites, nitrates, azote kjeldahl, azote total, phosphore total, AOX, aluminium, arsenic, baryum, cadmium, chrome, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, selenium, zinc.

[...]

Constats :

Ce point a été vérifié par sondage sur les mesures de rejet d'eau du 17/10/2024.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 14 : Impact du remblaiement sur la qualité des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article II.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Pour la surveillance de l'impact du remblaiement avec des déchets inertes sur les eaux souterraines, l'exploitant met en place un point de prélèvement recueillant les eaux de ruissellement de la zone de remblaiement avant leur mélange avec les eaux d'exhaure (point aval).

Des échantillons d'eaux sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux) en ce point de prélèvement.

Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres suivants : pH, demande chimique en oxygène, hydrocarbures, conductivité, arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, sélénium, zinc, chlorures, fluorures, sulfates, indice phénols, COT, BTEX, PCB, HAP.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont réalisées par un organisme compétent.

L'exploitant met en place un outil de suivi des résultats des mesures permettant de détecter une évolution des résultats ou des résultats anormaux. Les résultats des mesures et l'outil de suivi sont conservés par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant a mis en place un merlon en pied de zone de remblaiement afin de constituer le point de prélèvement.

L'exploitant indique que le premier prélèvement est prévu en octobre. Les prélèvements sont prévus en avril et octobre.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 15 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2025, article II.5

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Les activités de traitement de matériaux, y compris le recyclage de déchets inertes, sont réalisées à l'abri de stocks de matériaux permettant de limiter les nuisances sonores.

La reprise des matériaux pour le remblaiement partiel de l'excavation (stock de matériaux 0/10 situé au nord du site et butte de protection située au sud du site) est réalisée depuis la partie orientée vers l'exploitation afin de conserver un écran phonique avec l'extérieur du périmètre autorisé.

Les engins intervenant sur le site sont équipés d'avertisseurs de recul de type « cri du Lynx ».

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il n'y avait pas d'opération de traitement de matériaux en cours. L'exploitant a indiqué que des campagnes de traitement et de recyclage ont été réalisées en fin d'année 2024 et début d'année 2025.

Il n'y avait pas non plus d'opération de reprise des matériaux : la butte était complètement reprise lors de la visite et le stock de matériaux 0/10 était arasé en grande partie.

Il a été constaté qu'un engin était équipé d'un avertisseur de recul, de type "cri du lynx".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IV.7

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Un contrôle des niveaux sonores (diurnes et nocturnes) doit être réalisé au moins une à quatre fois par an, avec au moins une mesure pendant les périodes de concassage, par un organisme compétent et indépendant.

Le contrôle doit être effectué chaque trimestre si les limites fixées à l'Article IV.2 sont dépassées en au moins un point de mesure, et tant qu'elles sont dépassées, au moins une fois par an dans les autres cas. En cas de dépassements, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et lui présente les dispositions envisagées pour y remédier.

Les mesures des niveaux sonores doivent établir l'émergence induite par l'activité au minimum aux points de contrôle répertoriés sur le plan qui figure à la page 105 de l'étude d'impact et repris à l'annexe 5 :

- (point 1), la Michelais des Marais,
- (point 2), la Basse Gautrais,
- (point 3), l'Ennerie,
- (point 4), limite nord-est de la carrière,
- (point 5), Moulin de la Rigaudière.

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le « Rapport de mesures acoustiques - Octobre 2024 » (Etudes Conseil Environnement).

Les mesures ont été réalisées le 14/10/2024, au niveau de 5 points de mesures, selon la méthode d'expertise. Elles ont été réalisées pendant une période de fonctionnement du site incluant des opérations de terrassement mais en-dehors d'opérations de concassage.

Les résultats des mesures sont non conformes en deux points :

- n°3 - Lieu-dit "L'Ennerie" : émergence de 11 dB(A) pour une émergence admissible de 5 dB(A),
- n°5 - Lieu-dit "Le Moulin de la Rigaudière" : émergence de 7 dB(A) pour une émergence admissible de 5 dB(A).

Le rapport précise que le bruit ambiant au point n°5 était lié notamment à une activité de jardinage réalisé au niveau d'une habitation proche. Cette activité s'est arrêtée en même temps que la carrière et la réalisation des mesures de bruit résiduelles.

Le rapport indique un impact sonore de la circulation importante de poids lourds de la carrière et de l'activité des engins de terrassement. L'exploitant précise qu'il s'agissait des travaux de

déplacement de la butte et du stock de 0/10.
L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées et n'a pas présenté les dispositions envisagées pour remédier aux dépassements. Il n'a pas réalisé les contrôles à une fréquence trimestrielle tant qu'un dépassement était constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>En cas de dépassement des valeurs d'urgence ou de bruit en limite de site, l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées et accompagner cette information de l'analyse des causes et des mesures prévues pour remédier au dépassement.</p> <p>Compte tenu des dépassements constatés, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les mesures prévues et/ou mises en œuvre pour respecter les valeurs limites. Il doit réaliser les campagnes de mesure de bruit à une fréquence trimestrielle jusqu'au retour à la normale.</p> <p>Si la prochaine campagne trimestrielle ne s'est pas déroulée lors d'une campagne de concassage ou de reprise du stock de 0/10, l'exploitant devra organiser de nouvelles campagnes de mesures pendant la prochaine campagne de reprise du stock de 0/10 et lors de la prochaine campagne de concassage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 17 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.17
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux zones dangereuses
Prescription contrôlée :
[...]L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou par tout autre dispositif équivalent. [...]
Constats :
<p>Lors de la visite d'inspection du 25/06/2025, il avait été constaté une trouée dans la clôture permettant un passage relativement facile vers le site, au niveau de la voie communale n°10, à l'Est du calvaire.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté qu'une clôture est plantée à l'intérieur du site, le long de la plate-forme au regard de la voie communale n°10 au nord du site.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté que le grand portail situé au sud-ouest du site permet un passage assez facile par le dessous, sous une partie du portail.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'ouverture complète du portail situé au sud-ouest du site n'étant pas nécessaire à l'exploitation, il est demandé à l'exploitant de compléter la partie qui n'est plus ouverte pour empêcher le passage par en dessous.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 18 : Émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article III.3
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de poussières
Prescription contrôlée : Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les émissions de poussières dans l'environnement lors du traitement des matériaux dans les installations fixes ou mobiles. [...] Les installations mobiles doivent être exploitées en fond de carrière ou derrière un écran. Les sources d'émissions de poussières des installations fixes ou mobiles, y compris les camions, doivent être : <ul style="list-style-type: none">- ou hermétiquement capotées ou bâchées ; ou équipées de dispositifs d'aspiration avec filtre en sortie ;- ou équipées de dispositifs d'abattage des poussières par pulvérisation d'eau, notamment au niveau des installations de chargement et déchargement des matériaux et de l'accès à la carrière (rotoluve, arrosage, pulvérisation...). Les points de chute des matériaux doivent être aménagés de façon à limiter au maximum les émissions de poussières. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières qui résultent du fonctionnement des installations de traitement des matériaux doivent être aussi complets et efficaces que possible.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté le fonctionnement d'installations de traitement de matériaux. Il a été constaté le fonctionnement de l'arrosage automatique à l'entrée du site et le fonctionnement d'une arroseuse. Il n'a pas été constaté d'envols de poussières particuliers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de poussières
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Article 19.6 :

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport « Retombées de poussières dans l'environnement - Année 2024 » (GEOSCOP).

Les campagnes de mesure ont été réalisées du 29/05 au 28/06/2024 et du 03/09 au 03/10/2024 au niveau de 9 points de mesure, avec de jauges de retombées.

L'analyse a porté sur masse des dépôts totaux, soit la somme des fractions solubles et insolubles simultanément.

Sur les points de type (b), les résultats individuels sont au maximum de 333 mg/m²/jour pour la première campagne et de 167 mg/m²/jour pour la deuxième campagne. L'objectif de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante est donc respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Surveillance des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IX.2

Thème(s) : Risques accidentels, Risques géotechniques

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire à la purge et à la rectification des fronts de taille. Les fronts ou tas de déblais ne doivent pas comporter de surplombs, de zones de porte-à-faux ou de caves.

Le front d'abattage et les parois qui dominent les lieux de travail et les pistes doivent être régulièrement surveillés par un agent spécialement désigné à cet effet par l'exploitant et être purgés dès que cette surveillance en fait reconnaître la nécessité.

Ces opérations doivent être effectuées notamment après chaque tir d'abattage à l'explosif, avant toute reprise du travail en période de gel, de dégel ou de fortes pluies et avant toute reprise de l'activité après un arrêt prolongé.

Constats :

Lors de la visite, le registre de suivi des fronts a été consulté. La surveillance est réalisée à une fréquence mensuelle.

Ce registre fait notamment mention d'un éboulement qui a eu lieu en octobre 2024, au niveau d'un front supérieur côté chemin de l'Ennerie (sud-est de l'excavation). Le registre précise que la zone a été purgée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le dernier contrôle annuel de la stabilité des fronts, réalisé conformément aux dispositions de l'article 1.14.4 de l'arrêté préfectoral du 04/01/2008.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant